

# Les auto-entrepreneurs restent très dépendants du salariat

 [alternatives-economiques.fr/auto-entrepreneurs-restent-tres-dependants-salariat/00078957](http://alternatives-economiques.fr/auto-entrepreneurs-restent-tres-dependants-salariat/00078957)

L'entrepreneur est l'une des figures fortes du nouveau Président et du nouveau gouvernement. Dans l'imaginaire de l'exécutif, entrepreneur est équivalent à entreprenant, à une prise en main de sa vie, à la liberté et à l'autonomie. Les auto-entrepreneurs représentent ainsi une sorte de modèle de cet état d'esprit. Pourtant, en croisant [l'étude sur ces indépendants réalisée](#) par la sociologue de l'université Dauphine Sarah Abdelnour avec les [données récentes de l'Insee](#), on s'aperçoit que ces entrepreneurs restent en fait profondément dépendants des revenus et de la protection sociale apportés par le statut de salarié.

## En manque de revenus

À la fin juin 2016, la France comptait 1 119 000 auto-entrepreneurs [selon les données de l'Acoss](#). Seuls 57,5 % d'entre eux déclaraient un chiffre d'affaires positif. [Les données de l'Insee](#) précisent que, en 2014, dernière année connue, le revenu moyen d'un auto-entrepreneur était de 410 euros par mois. Plus d'un sur quatre gagne moins de 70 euros, la moitié moins de 240 euros et 10 % plus de 1 110 euros. Seule une petite minorité de diplômés gagne bien sa vie, à tel point que le quart des auto-entrepreneurs les mieux payés gagne neuf fois plus que le quart des moins bien payés, un niveau d'inégalités extrêmement élevé.

## Le BTP surreprésenté

Répartition du chiffre d'affaires par activité, en % du total, fin juin 2016

\*Moins de 100 millions de chiffre d'affaires. Total : 2,2 milliards de chiffre d'affaires.

| *Le revenu moyen d'un auto-entrepreneur est de 410 euros par mois*

En fait, seuls 54 % des personnes démarrant une auto-entreprise en font leur activité principale. Ce sont pour moitié des chômeurs et pour l'autre moitié des précaires (apprentis, stagiaires ou sans activité professionnelle). Ainsi, commente Sarah Abdelnour, « *le travail indépendant exclusif se situe essentiellement parmi les travailleurs les moins qualifiés et les moins protégés, tandis que le cumul des revenus est plus important parmi les salariés stables, du privé comme du public* ». En fait, « *les plus qualifiés, déjà protégés, en tirent des revenus supplémentaires, et même une protection sociale inutilement dédoublée, tandis que les plus fragiles, plus souvent des jeunes et des femmes, semblent accumuler des bouts de ficelle* ».

## Des groupes divers

Le travail de la sociologue de l'université Dauphine démontre que les auto-entrepreneurs se répartissent en plusieurs groupes qui restent tous très dépendants de la société salariale.

Il y a ceux pour lesquels ce statut ne correspond tout bonnement qu'à du salariat déguisé. C'est vrai dans le secteur privé où le régime est utilisé pour organiser des périodes d'essai plus ou moins longues ou pour flexibiliser une relation avec quelqu'un qui devient un fournisseur plutôt qu'un salarié. Mais on retrouve la même chose dans le secteur public : le régime est utilisé pour contourner les contraintes liées à la limitation des recrutements de fonctionnaires. Cela permet de disposer d'une main-d'œuvre supplémentaire sans augmenter la masse salariale ou encore de continuer à faire travailler des personnes touchées par l'âge de départ en retraite.

| *Le régime est utilisé pour contourner les contraintes liées à la limitation des recrutements de*

Au-delà du sous-emploi, l'auto-entreprise est également un adjuvant pour les chômeurs qui représentent 29 % des entrepreneurs ayant démarré une activité. Avec pour avantage de sortir de la catégorie A des statistiques du chômage, la plus visible et la plus souvent commentée... Cela correspond-il à de véritables emplois ? L'enquête sociologique pointe plutôt des projets marginaux, l'officialisation de pratiques de travail au noir et la volonté, plus psychologique qu'économique, de montrer une occupation matérielle et symbolique.

Le régime séduit également les jeunes. Ceux qui se destinent à des professions libérales le vivent comme une période d'apprentissage, ceux qui espèrent un emploi salarié plutôt comme une longue période d'essai. Dans les deux cas, le soutien financier de l'entourage familial joue un rôle clé.

## Dépendants du salariat

Enfin, il y a ceux qui correspondent au modèle rêvé des libéraux : des entrepreneurs qui quittent le salariat pour devenir indépendants et autonomes dans leur parcours professionnel et personnel. Mais la frontière entre salariat et activité indépendante est plus floue qu'il n'y paraît. On s'aperçoit notamment que les conjoint-e-s des auto-entrepreneurs sont des salarié-e-s disposants majoritairement d'emplois stables. Dit autrement, l'auto-entrepreneur se lance d'autant plus qu'il peut s'appuyer sur le filet de protection sociale de sa femme ou de son mari.

« Dans tous les cas, l'auto-entrepreneuriat repose largement sur le système salarial »

Ainsi, pour Sarah Abdelnour, « dans tous les cas, l'auto-entrepreneuriat repose largement sur le système salarial. Les auto-entrepreneurs sont encore salariés, l'étaient, ou le seront par la suite, ils bénéficient d'allocations chômage ou de revenus sociaux, ils comptent sur la rémunération salariée de leur conjoint ou de leurs parents ».

## Des projets souvent aidés

Répartition selon le capital investi, 2014, en % du total

Lecture : 39,4 % (55,2 %) des autoentrepreneurs ayant démarré au premier semestre 2014 en activité principale (en activité de complément) déclarent n'avoir investi aucun moyen financier.

Et pourtant, une fois engagés dans leur activité, les auto-entrepreneurs ont tendance à condamner les revendications collectives et à valoriser les solutions individuelles face aux risques professionnels. Un paradoxe pour ces individus prisonniers d'un surtravail atomisé mais dont le sentiment s'explique peut-être, selon la sociologue, par leur résignation quant à la possibilité d'un meilleur possible.